

**DECISION N°2020-D0016/ARCOP/ORD**

Poursuite contre l'entreprise GENERAL TECHNOLOGY SERVICES et son Directeur Monsieur Grégoire B. TOUGOURI, pour production de document non authentique (attestation de situation fiscale) dans le cadre du marché à commande n°21/00/01/04/00/2018/00107 pour acquisition de pièces de rechanges suivie de la maintenance préventive et curative de véhicules à deux (02) roues au profit du ministère de la santé.

**L'ORGANE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS  
STATUANT EN MATIERE DE DISCIPLINE:**

- Vu** la loi n°039-2016/AN du 02 décembre 2016 portant réglementation générale de la commande publique ;
- Vu** le décret n°2015-1260/PRES-TRANS/PM/MEF 039-2016/AN du 09 novembre 2015 portant code d'éthique et de déontologie de la commande publique ;
- Vu** le décret n°2017-0050/PRES/PM/MINEFID du 01 février 2017 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation de la commande publique ;
- Vu** le décret n°2017-0049/PRES/PM/MINEFID du 01 février 2017 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- Vu** le décret n°2017-0051/PRES/PM/MINEFID du 01 février 2017 portant réglementation de la maîtrise d'ouvrage publique déléguée ;
- Sur** auto saisine de l'autorité de régulation de la commande publique (ARCOP) dans le cadre du marché à commande ci-dessus cité ;

présidé par Madame Kâ J. Sonia OUEDRAOGO/KABORE, membre de l'Organe de règlement des différends (ORD) ;

en présence de :

- Monsieur Aly SANOU, membre de l'ORD ;
- Monsieur Jean Urbain KORSAGHA, membre de l'ORD ;
- Messieurs B. Adama OUEDRAOGO et Ferdinand Y. KINDA, assurant le secrétariat de l'ORD ;

et en présence des mis en cause, l'entreprise GENERAL TECHNOLOGY SERVICES et son Directeur Général, Monsieur Grégoire B. TOUGOURI ;

après avoir délibéré conformément à la réglementation ;

rend la présente décision fondée sur la régularité de la procédure, les faits et moyens exposés ci-après ;

**EN LA FORME :**

**sur la compétence ;**

considérant qu'aux termes des dispositions des articles 33 et suivants du décret n°2017-0050/PRES/PM/MINEFID du 01 février 2017 précité, l'Organe de règlement des différends (ORD) est compétent pour connaître des cas de violation de la réglementation en matière de passation, d'exécution ou de règlement des procédures de la commande publique ;

considérant que la présente poursuite vise un cas de violation de la réglementation dans le cadre du marché à commande n°21/00/01/04/00/2018/00107 pour acquisition de pièces de rechanges suivie de la maintenance préventive et curative de véhicules à deux (02) roues au profit du ministère de la santé ;

qu'il y a lieu de dire que l'ORD est compétent pour en connaître ;

**sur la recevabilité,**

considérant qu'aux termes des articles 33 et suivants du décret n°2017-0050/PRES/PM/MINEFID du 01 février 2017 précité, l'ORD peut recevoir des dénonciations des parties intéressées ou de toute autre personne avant, pendant et après la passation ou l'exécution d'une commande publique, statuer sur toute irrégularité dont les membres de l'ORD sont saisis, ou s'autosaisir et statuer sur les irrégularités, les fautes et les infractions constatées sur le fondement des informations recueillies dans l'exercice de sa mission, ou de toute information communiquée par des parties contractantes, des candidats ou des tiers ;

considérant que la procédure disciplinaire a été engagée contre l'entreprise GENERAL TECHNOLOGY SERVICES et son Directeur Général Monsieur Grégoire B. TOUGOURI pour production de document non authentique (attestation de situation fiscale) dans le cadre du marché à commande n°21/00/01/01/00/2018/00107 pour acquisition de pièces de rechanges suivie de la maintenance préventive et curative de véhicules à deux (02) roues au profit du ministère de la santé ;

qu'il convient, dès lors, de la déclarer recevable ;

**AU FOND:**

**sur les faits,**

Dans le cadre de l'Audit sur la gestion financière et comptable du Ministère de la santé, conduite par l'Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption (ASCE-LC), la mission a constaté la production d'une fausse attestation de situation fiscale dans le cadre du marché à commande n°21/00/01/01/00/2018/00107 pour acquisition de pièces de rechanges suivie de

la maintenance préventive et curative de véhicules à deux (02) roues avec l'entreprise GENERAL TECHNOLOGY SERVICES (GTS) ;

qu'en observation, la mission a relevé que les agents à qui on a attribué les signatures n'étaient plus en poste dans les services concernés ; qu'un des signataires n'a jamais servi dans le service de rattachement fiscal de l'entreprise GTS ;

que ce faisant, l'ASCE-LC a recommandé que conformément aux textes vigueur des démarches soient entreprises auprès de qui de droit aux fins de sanction de ladite entreprise ;

### **sur la discussion,**

considérant qu'aux termes de l'article 177 du décret 2017-049 sus visé « Sans préjudice des sanctions pénales et disciplinaires prévues par les textes spécifiques qui leur sont applicables, les soumissionnaires, attributaires, titulaires et délégataires encourent sur décision de l'Organe de règlement des différends, l'avertissement, la confiscation des garanties constituées par le contrevenant dans le cadre de la procédure incriminée, l'exclusion de la commande publique pour une durée d'un (1) an à cinq (5) ans en fonction de la gravité de la faute, l'exclusion définitive de la commande publique, lorsqu'ils ont :

(...)

fourni des informations ou des déclarations fausses ou mensongères, ou ont fait usage d'informations confidentielles dans le cadre de la procédure d'appel à la concurrence » ;

considérant qu'il ressort des IC 3.1 que « (...) des sanctions peuvent être prononcées, conformément aux textes en vigueur, par l'Organe de règlement des différends de la structure chargée de la régulation de la commande publique à l'égard des candidats, soumissionnaires et titulaires des marchés en cas de constatation d'irrégularités dans la passation et l'exécution des marchés publics commises par les intéressés.

Est passible de telles sanctions le candidat, soumissionnaire, l'attributaire ou titulaire qui notamment :

a) ...

d) a fourni délibérément dans son offre des informations ou des déclarations fausses, mensongères ou confidentielles susceptibles d'influer sur le résultat de la procédure de passation ;

(...) »

considérant qu'il est reproché à l'entreprise GENERAL TECHNOLOGY SERVICES et son Directeur Monsieur Grégoire B. TOUGOURI d'avoir produit de document non authentique (attestation de situation fiscale) dans le cadre du MOC n°21/00/01/01/00/2018/00107 pour acquisition de pièces de rechanges suivie de la maintenance préventive et curative de véhicules à deux (02) roues ;

considérant qu'à la suite d'une demande d'authentification de l'autorité compétente, il est ressorti que l'attestation de situation fiscale produit par les mis en cause dans le cadre la procédure sus citée est d'origine frauduleuse ;

considérant que les mis en cause interrogés sur la question, expliquent avoir été saisis de la question courant l'année 2019 par l'Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption (ASCE-LC) ; qu'ils reconnaissent les faits et sollicitent la clémence de l'instance ; qu'il s'agit d'un intermédiaire qui les a permis d'avoir ledit document mais reconnait n'avoir pas entrepris d'action judiciaire à cet effet ;

considérant que l'ORD, après avoir écouté les mis en cause et procédé aux vérifications nécessaires, a relevé que les mis en cause ont produits délibérément dans leur offre des informations ou des déclarations fausses, mensongères (une attestation de situation fiscale) d'influant sur la procédure de passation ; que les faits qui leurs reprochés sont avérés et constitutifs des cas de violation de la réglementation ; qu'en effet, l'entreprise GENERAL TECHNOLOGY SERVICES et son Directeur Monsieur Grégoire B. TOUGOURI se sont rendus coupables d'une infraction en produisant une attestation de situation fiscale dans son offre ; que dès lors, ces faits engagent leur responsabilité et les exposent à une sanction disciplinaire conformément aux textes en vigueur ;

qu'au regard de ce qui précède, l'entreprise GENERAL TECHNOLOGY SERVICES et Monsieur Grégoire B. TOUGOURI, Directeur, Directeur Général de ladite Société sont exclus de la commande publique pour une période de deux (02) ans à compter du prononcé de la présente décision ;

sur ce ;

#### **DECIDE**

**-que l'entreprise GENERAL TECHNOLOGY SERVICES et son Directeur Monsieur Grégoire B. TOUGOURI, sont disciplinairement responsables des faits qui leur sont reprochés (production d'une attestation de situation fiscale non authentique) dans le cadre du MOC n°21/00/01/01/00/2018/00107 pour acquisition de pièces de rechanges suivie de la maintenance préventive et curative de véhicules à deux (02) roues ;**

**-qu'en conséquence, l'entreprise GENERAL TECHNOLOGY SERVICES et son Directeur, Monsieur Grégoire B. TOUGOURI, sont exclus de toutes les procédures de la commande publique pour une période de deux (02) ans à compter du prononcé de la présente décision ;**

**-que le Secrétaire permanent de l'Autorité de régulation de la commande publique est chargé de notifier aux parties et à la Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers la présente décision qui sera publiée partout où besoin sera.**

Ouagadougou, le 21 décembre 2020

La Présidente de séance

**Kâ J. Sonia OUEDRAOGO/KABORE**